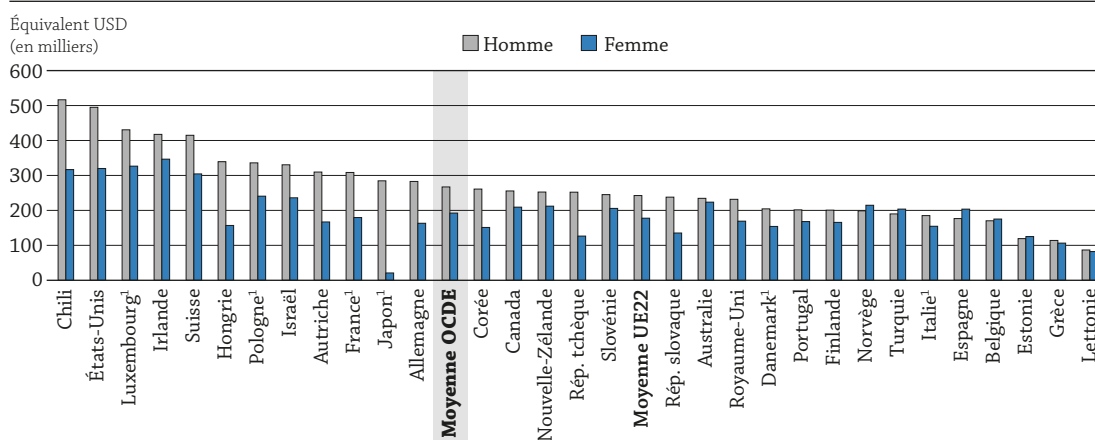


## QUELS SONT LES FACTEURS FINANCIERS QUI INCITENT À INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ?

- L'éducation est rentable non seulement pour les individus, mais aussi pour les comptes publics qui profitent des niveaux plus élevés de recettes fiscales et de cotisations sociales versés par les diplômés de l'enseignement tertiaire.
- Le rendement privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est considérable : les diplômés de l'enseignement tertiaire sont plus susceptibles que ceux qui ne sont pas diplômés de ce niveau d'enseignement de travailler et d'être mieux rémunérés.
- Dans les pays de l'OCDE, les hommes investissent de l'ordre de 52 500 USD (coûts directs et manque à gagner) en moyenne dans l'obtention d'un diplôme tertiaire, et les femmes, de l'ordre de 41 700 USD. Car les hommes tendent à afficher des rémunérations et des taux d'emploi supérieurs, leur bénéfice total est également plus élevé pendant leur carrière : ils touchent 319 600 USD, contre 234 000 USD pour les femmes.

### Graphique A5.1. Rendement financier privé net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2015)


Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2015. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant du rendement financier privé net pour un homme.

Source : OCDE (2018), tableaux A5.1a et A5.1b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802494>

### Contexte

Consacrer du temps et de l'argent aux études, c'est investir dans le capital humain. L'amélioration des débouchés sur le marché du travail (voir l'indicateur A3) et la perspective de revenus plus élevés (voir l'indicateur A4) sont des facteurs qui incitent fortement les individus à investir dans l'éducation et à retarder leur entrée dans la vie active. Le niveau de formation est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir l'indicateur A1), mais ces derniers tirent un plus grand profit de leur investissement dans la poursuite de leurs études, sous la forme de meilleurs débouchés et de salaires plus élevés dans l'ensemble.

Les pays bénéficient également de l'élévation du niveau de formation de leur population au travers de la réduction des dépenses publiques au titre des programmes d'aide sociale et de l'augmentation des recettes fiscales dès l'entrée des individus dans la vie active. Comme l'élévation du niveau de formation profite aux individus et aux pouvoirs publics, il est important d'analyser le rendement financier de l'éducation à la lumière d'autres indicateurs tels que les taux d'accès et de réussite des niveaux supérieurs d'enseignement (voir l'indicateur B7).

Il est essentiel pour les responsables politiques de comprendre les facteurs financiers qui incitent les individus à investir dans l'éducation. Ainsi, une forte hausse de la demande de travailleurs très instruits sur le marché du travail peut entraîner une augmentation sensible des salaires et des rendements avant que l'offre ne s'ajuste à la nouvelle conjoncture, signe qu'il faut investir davantage dans l'éducation.

Cet indicateur n'aborde pas d'autres facteurs qui influent sur le rendement de l'éducation. Le rendement financier de l'éducation peut par exemple être affecté par le domaine d'études, la situation économique particulière des pays, le marché du travail et le cadre institutionnel ainsi que par des facteurs culturels et sociaux. De plus, les retombées de l'éducation ne sont pas uniquement financières, elles sont aussi économiques – car l'accroissement de la productivité dope la croissance économique – et sociales – car les individus plus instruits ont tendance à s'impliquer davantage dans la protection de l'environnement (voir l'indicateur A6).

### ■ Autres faits marquants

- Dans la plupart des pays de l'OCDE, le principal coût lié aux études tertiaires est le manque à gagner des étudiants et non les coûts directs tels que les frais de scolarité et de subsistance, et ce, même si le fait que de nombreux étudiants travaillent pendant leurs études supérieures est pris en considération.
- Le rendement privé de l'investissement dans l'éducation dépend du régime fiscal et du système de protection sociale des pays. Les impôts sur le revenu et les cotisations sociales représentent par exemple moins d'un quart de la rémunération brute des hommes diplômés de l'enseignement tertiaire au Chili, en Corée et en Estonie, mais en représentent plus de la moitié en Belgique.
- Dans tous les pays dont les données sont disponibles, le rendement financier net privé d'une licence, d'un master ou d'un doctorat est supérieur d'au moins 40 % au rendement d'une formation tertiaire de cycle court.

### ■ Remarque

Cet indicateur fournit des informations sur les incitations à investir dans la poursuite des études compte tenu des coûts et des bénéfices, y compris le rendement financier net et le taux de rendement interne. Il analyse le choix entre deux options, à savoir poursuivre des études ou entrer dans la vie active. Cet indicateur porte sur deux scénarios :

- 1) Soit investir dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire au lieu d'entrer dans la vie active dès l'obtention du diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ;
- 2) Soit investir dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au lieu d'entrer dans la vie active sans ce diplôme.

Deux types d'investisseurs sont pris en considération :

- 1) Les individus qui décident de poursuivre leurs études compte tenu des coûts et de l'avantage salarial net que cela implique (le rendement « privé ») ;
- 2) Les pouvoirs publics qui décident d'investir dans l'éducation compte tenu des coûts et de l'augmentation de leurs recettes (fiscales) que cela implique (le rendement « public »).

Comme cet indicateur n'estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation que jusqu'à 64 ans, l'âge théorique du départ à la retraite, il ne tient pas compte des pensions de retraite. Les valeurs sont présentées séparément pour les hommes et les femmes afin de tenir compte de la variation de la rémunération et du taux de chômage entre les sexes. Les coûts directs de l'éducation présentés dans cet indicateur ne prennent pas en considération les prêts d'études.

Précisons que les valeurs indiquées dans cette édition de *Regards sur l'éducation* ne sont pas nécessairement comparables à celles publiées dans des éditions antérieures, car la méthodologie de cet indicateur est constamment affinée.

## Analyse

### Facteurs financiers incitant les individus à investir dans l'enseignement tertiaire

Le graphique A5.1 montre que dans les pays de l'OCDE, investir dans l'éducation est dans l'ensemble payant à long terme, tant pour les hommes que pour les femmes. Le gain sur lequel les individus peuvent tabler pendant toute leur carrière s'ils élèvent leur niveau de formation est supérieur au coût de leurs études à leur charge. Ce constat vaut pour l'enseignement tertiaire ainsi que pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le graphique A5.1, les tableaux A5.1a et b et les tableaux A5.4a et b, disponibles en ligne).

Dans les pays de l'OCDE, le rendement privé de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire s'élève en moyenne à 267 100 USD. Chez les jeunes, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à suivre des études supérieures (voir l'indicateur A1), mais elles tendent à ne pas bénéficier d'un rendement net aussi élevé à l'obtention d'un diplôme tertiaire. En moyenne, l'obtention d'un diplôme tertiaire procure aux femmes un rendement net de 192 300 USD, soit moins des trois quarts du rendement que ce diplôme procure aux hommes (voir le graphique A5.1).

Le rendement financier privé de l'enseignement tertiaire est plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans tous les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, sauf en Belgique, en Espagne, en Estonie et en Turquie. Dans ces pays, les femmes accusent toujours une rémunération et un taux d'emploi moins élevés que les hommes selon les chiffres de 2016, mais elles retirent un plus grand avantage qu'eux de l'obtention d'un diplôme tertiaire, par comparaison avec un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En d'autres termes, l'écart entre la rémunération et le taux d'emploi par niveau de formation est plus important chez les femmes que chez les hommes dans ces pays.

Le rendement généralement inférieur des femmes peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment leur rémunération moins élevée, leur taux de chômage plus élevé, leur plus grande propension moyenne à travailler à temps partiel et leur domaine d'études différent de celui des hommes. L'offre de structures d'accueil et d'éducation de la petite enfance de qualité peut aussi influencer sur le taux d'emploi des femmes. La différence est la plus élevée au Japon : le rendement financier net de l'obtention d'un diplôme tertiaire est environ 13 fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Au Japon, le régime fiscal et la structure du marché du travail tendent à réduire le rendement de l'enseignement tertiaire chez les femmes. Le rendement financier privé net des Japonaises pourrait toutefois augmenter à l'avenir, car le gouvernement en exercice a pris un certain nombre de mesures pour accroître le taux d'emploi des femmes (Secrétariat du Cabinet, 2016<sup>[1]</sup>) (voir les tableaux A5.1a et b).

Le taux de rendement interne permet d'analyser le rendement de l'éducation sous un autre angle, car il évalue le taux d'intérêt réel auquel les coûts et bénéfices sont équivalents, c'est-à-dire le taux auquel le seul de rentabilité est atteint. Il peut être interprété comme le taux d'intérêt que l'investissement dans l'élévation du niveau de formation devrait rapporter aux individus chaque année durant leur carrière. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'établit à 14 % chez les hommes et à 16 % chez les femmes. Le taux de rendement interne supérieur chez les femmes reflète le fait que leur investissement initial dans l'élévation de leur niveau de formation est moins élevé (en termes de manque à gagner) (voir les tableaux A5.1a et b).

### Coûts et bénéfices privés de l'enseignement tertiaire

Le rendement financier privé net des individus correspond à la différence entre les coûts et les bénéfices associés à l'élévation de leur niveau de formation. Dans cette analyse, les coûts comprennent les coûts directs de l'investissement dans la poursuite des études et le manque à gagner durant les études ; et les bénéfices sont évalués sur la base des revenus du travail et des allocations de chômage. Pour montrer l'impact de la fiscalité sur le bénéfice total, l'effet de l'impôt sur le revenu, l'effet des cotisations sociales et l'effet des transferts sociaux sont également analysés (voir la section « Définitions » en fin d'indicateur).

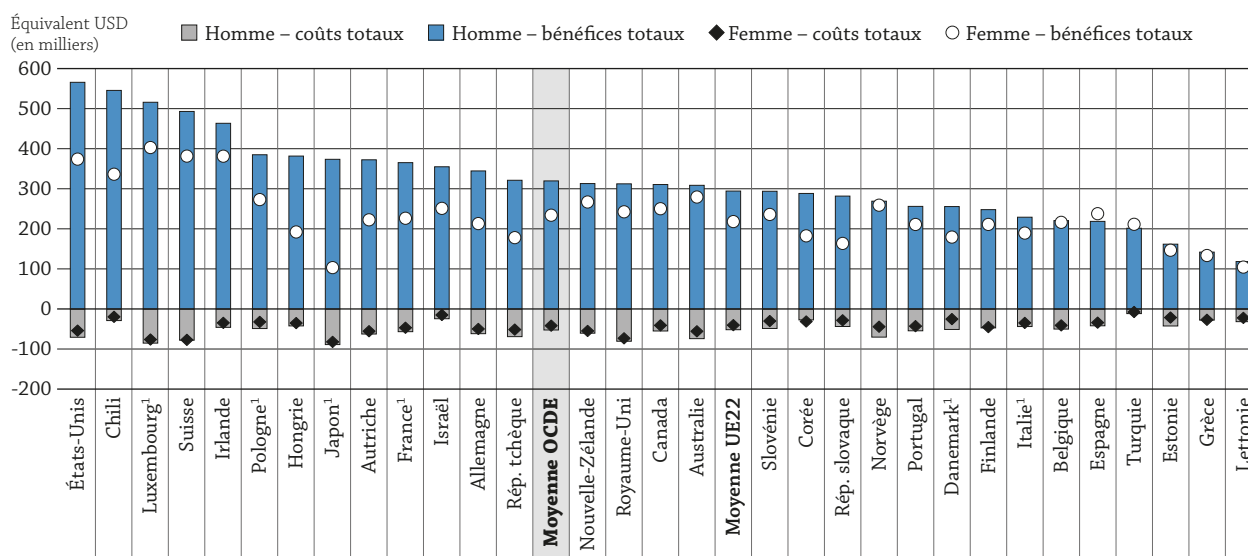
Les coûts privés totaux, qui sont composés des coûts directs et du manque à gagner, augmentent généralement avec l'élévation du niveau de formation. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût direct de l'investissement dans une formation tertiaire s'élève au total à 9 000 USD chez les hommes et chez les femmes. Toutefois, dans la plupart des pays, le manque à gagner, c'est-à-dire la rémunération que les individus auraient pu percevoir s'ils n'avaient pas décidé de faire des études supérieures, est le poste le plus important de dépense. Il varie fortement entre les pays selon la durée de la formation, le niveau de salaire et les différentiels salariaux entre les niveaux de formation. Le modèle d'analyse tient également compte du fait que dans de nombreux pays, il est courant que les étudiants travaillent pendant leurs études, ce qui réduit leur manque à gagner et le coût total de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation. L'indicateur A6 publié dans l'édition de 2017 de *Regards sur l'éducation* (OCDE, 2017<sup>[2]</sup>) indique le taux d'emploi des étudiants et leur niveau de rémunération dans les pays membres et partenaires de l'OCDE.

Chez les hommes, le manque à gagner associé à l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève à 8 500 USD en Turquie, mais à plus de 80 000 USD au Luxembourg. C'est au Japon que les coûts privés totaux, c'est-à-dire la somme des coûts directs et du manque à gagner, sont les plus élevés. Le coût privé total de l'obtention d'un diplôme tertiaire est plus de sept fois plus élevé au Japon qu'en Turquie, tant chez les hommes que chez les femmes (voir les tableaux A5.1a et b).

Le graphique A5.2 montre que l'élévation du niveau de formation procure des bénéfices considérables aux individus, qui peuvent toutefois varier entre les hommes et les femmes selon la situation du marché du travail dans leur pays. En moyenne, l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire procure un bénéfice total de 319 600 USD aux hommes, mais de 234 000 USD aux femmes. En d'autres termes, les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire gagneront environ 2 100 USD de plus environ par an (par comparaison avec les hommes diplômés au plus du deuxième cycle de l'enseignement secondaire) que leurs homologues féminines en 40 ans de carrière. Cette différence s'explique essentiellement par la variation des rémunérations entre les sexes (voir l'indicateur A4), mais elle est également imputable aux taux d'inactivité et de chômage plus élevés des femmes (voir l'indicateur A3) (voir les tableaux A5.1a et b).

### Graphique A5.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2015)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2015. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant des bénéfices privés totaux pour un homme.

Source : OCDE (2018), tableaux A5.1a et A5.1b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802513>

L'élévation du niveau de formation accroît certes les revenus du travail des individus tout au long de leur carrière, mais les bénéfices privés qu'elle leur procure dépendent aussi de la fiscalité et du système de protection sociale des pays (Brys et Torres, 2013<sup>[3]</sup>). À titre d'exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales représentent moins d'un quart du salaire brut d'un homme diplômé de l'enseignement tertiaire au Chili, en Corée et en Estonie, mais en représentent plus de la moitié en Belgique. Comme les femmes tendent à gagner moins, elles se situent souvent dans des tranches inférieures d'imposition. En Grèce, en Irlande et en Israël par exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales dus par les diplômés de l'enseignement tertiaire en fonction de leur salaire brut sont moins élevés de 10 points de pourcentage environ chez les femmes que chez les hommes (voir les tableaux A5.1a et b). Les impôts et les cotisations sociales sont également en rapport avec les régimes et les programmes de retraite, qui ne sont pas abordés dans cet indicateur.

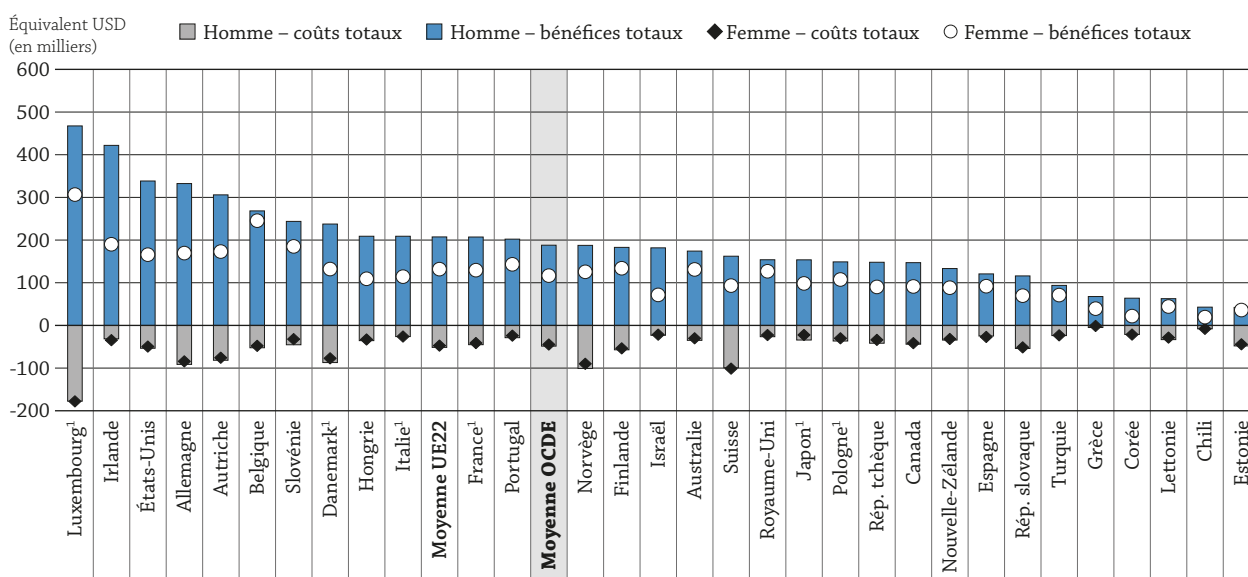
A5

**Facteurs financiers incitant les pouvoirs publics à investir dans l'enseignement tertiaire**

Les pouvoirs publics investissent massivement dans l'éducation (voir l'indicateur C3). D'un point de vue budgétaire, il est important de déterminer s'ils récupéreront les montants engagés, en particulier en temps d'austérité. Comme l'élévation du niveau de formation tend à se traduire par une augmentation des revenus (voir l'indicateur A4), les investissements dans l'éducation produisent un rendement public, puisque les diplômés de l'enseignement tertiaire paient plus de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu et requièrent moins de transferts sociaux. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans la formation tertiaire d'un homme s'élève à 139 600 USD environ, et à 72 100 USD dans la formation tertiaire d'une femme (voir les tableaux A7.2a et b).

**Graphique A5.3. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2015. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.  
 Les pays sont classés par ordre décroissant des bénéfices publics totaux pour un homme.  
 Source : OCDE (2018), tableaux A5.2a et A5.2b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).  
 StatLink <https://doi.org/10.1787/888933802532>

Le rendement public net de l'investissement est étroitement lié au rendement privé. Les pays où le rendement de l'enseignement tertiaire est le plus élevé pour les individus sont aussi ceux où il est le plus élevé pour les pouvoirs publics. C'est le cas aux États-Unis, en Irlande et au Luxembourg, où le rendement financier net est très élevé, tant pour les individus que pour les pouvoirs publics.

Toutefois, les régimes fiscaux différents peuvent influencer sensiblement sur la mesure dans laquelle le rendement public suit le rendement privé. Au Chili par exemple, le rendement masculin privé de l'obtention d'un diplôme tertiaire est le plus élevé, car le régime fiscal est tel que les impôts et les cotisations sociales dus sur les tranches supérieures de rémunération sont proportionnellement moins élevés ; le rendement public y est le troisième le moins élevé (voir les tableaux A5.1a et A5.2a).

**Coûts et bénéfices publics de l'enseignement tertiaire**

Le rendement financier net est évalué sur la base de la différence entre les coûts et bénéfices associés à l'élévation du niveau de formation des individus. Dans cette analyse, les coûts comprennent les dépenses publiques directes au titre de l'éducation et le manque à gagner fiscal. Les bénéfices sont calculés compte tenu des recettes fiscales, des cotisations sociales, des transferts sociaux et des allocations de chômage.

Pour les pouvoirs publics, les coûts directs représentent la plus grande partie du coût public total de l'enseignement tertiaire, même si les prêts d'études ne sont pas pris en considération dans cet indicateur. Ce constat vaut particulièrement pour des pays comme le Danemark, la Finlande et la Norvège, où les étudiants s'acquittent de frais de scolarité minimales, voire nuls, et où ils bénéficient d'aides publiques généreuses s'ils font des études supérieures (voir l'indicateur C5). Les pays où les coûts directs sont élevés sont aussi ceux où le coût public total est le plus élevé ; le coût public total est par exemple supérieur à 100 000 USD pour les hommes au Luxembourg et en Norvège. Par contraste, le coût public total est le moins élevé de tous les pays de l'OCDE au Chili et en Grèce (moins de 10 000 USD pour les hommes et les femmes). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût public de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève au total à 48 500 USD pour un homme et à 44 700 USD pour une femme (voir les tableaux A5.2a et b).

Les pouvoirs publics compensent le coût direct de l'investissement et le manque à gagner fiscal associés à l'élévation du niveau de formation par les recettes fiscales et les cotisations sociales plus élevées des travailleurs qui sont souvent mieux rémunérés puisqu'ils sont plus instruits. En moyenne, le bénéfice public de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève au total à 185 500 USD pour un homme et à 115 000 USD pour une femme (voir les tableaux A5.2a et b).

Le bénéfice public total varie entre les sexes, essentiellement car hommes et femmes ne sont pas logés à la même enseigne sur le marché du travail. Ce constat donne à penser que les gouvernements pourraient prendre des mesures en vue de favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail et d'accroître leur taux d'emploi pour obtenir un meilleur rendement de l'investissement conséquent dans la formation des femmes. En moyenne, le bénéfice public total de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est environ 60 % plus élevé pour un homme que pour une femme. Parmi les pays de l'OCDE, c'est au Luxembourg que le rendement public total de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est le plus élevé, tant pour les hommes (467 700 USD) que pour les femmes (plus de 306 800 USD) (voir les tableaux A5.2a et b).

Pour les pouvoirs publics, le taux de rendement interne de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation est également plus élevé chez les hommes (10 % si le niveau atteint est égal à l'enseignement tertiaire et 9 % s'il est égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire) que chez les femmes (8 % si le niveau atteint est égal à l'enseignement tertiaire et 6 % s'il est égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire). Cette différence entre les sexes s'explique par le fait que le coût public (c'est-à-dire l'investissement public) est très similaire chez les hommes et chez les femmes, mais que le bénéfice public est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (voir les tableaux A5.2a et b et les tableaux A5.5a et b, disponibles en ligne).

En moyenne, le bénéfice public total de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire (188 100 USD) se décompose comme suit : l'effet des recettes fiscales (132 500 USD), l'effet des cotisations sociales (51 900 USD), l'effet des transferts sociaux (600 USD) et l'effet des allocations de chômage (3 100 USD). Quant au bénéfice public total de l'obtention, par une femme, d'un diplôme tertiaire, il est moins élevé (116 800 USD) et se décompose selon les effets suivants : 74 700 USD de recettes fiscales, 37 400 USD de cotisations sociales, 2 700 USD de transferts sociaux et 2 000 USD d'allocations de chômage (voir les tableaux A5.2a et b). L'effet des transferts sociaux est peu élevé chez les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire dans l'ensemble ; il est presque nul dans la plupart des pays, car même les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont susceptibles d'être suffisamment bien rémunérés pour ne pas pouvoir prétendre à des transferts publics importants. Chez les femmes, l'effet des transferts est positif dans la plupart des pays et est plus élevé dans l'ensemble. Cette différence s'explique par le fait que les femmes, en particulier celles diplômées de l'enseignement tertiaire, sont moins bien rémunérées que les hommes, ce qui augmente la probabilité qu'elles bénéficient de transferts publics.

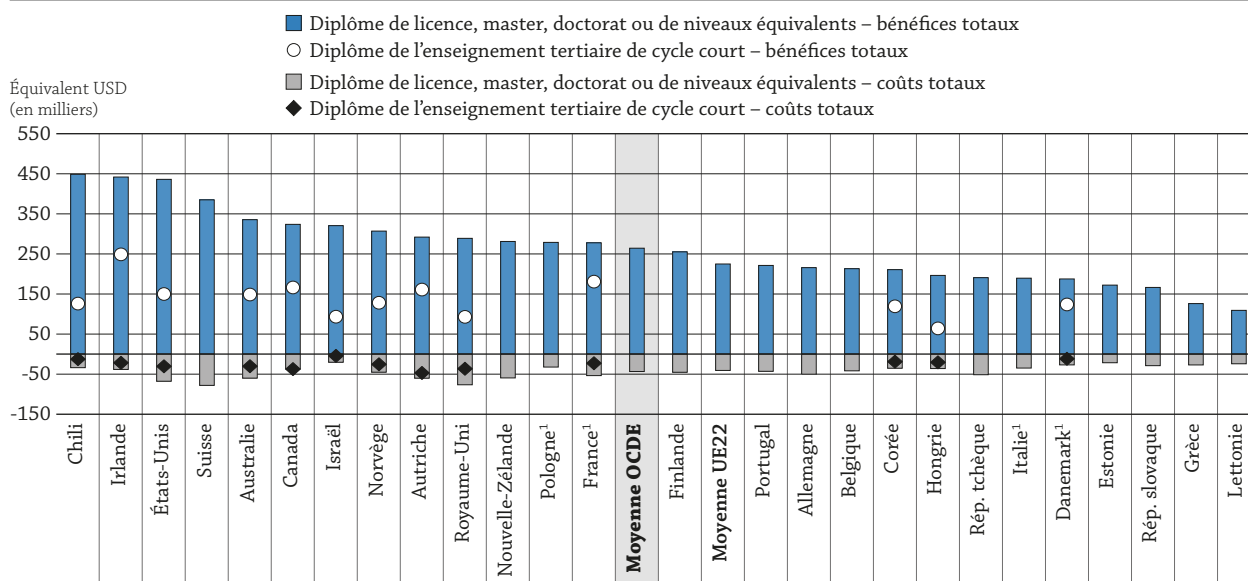
Comme une fiscalité plus lourde peut parfois dissuader les individus d'investir dans différents domaines (notamment dans l'élévation de leur niveau de formation), un certain nombre de pays ont adopté des politiques fiscales qui réduisent l'impôt sur le revenu des contribuables, en particulier dans les tranches supérieures de revenu. De nombreux pays de l'OCDE ont par exemple instauré des allègements fiscaux au titre des prêts hypothécaires pour favoriser l'accession à la propriété. Ces mesures favorisent les individus plus instruits dont le taux marginal d'imposition est élevé. Les incitations fiscales sont particulièrement élevées en matière d'immobilier au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Norvège et en République tchèque (Andrews, Caldera Sánchez et Johansson, 2011<sup>[4]</sup>).

### Coûts et bénéfices publics et privés par niveau de l'enseignement tertiaire

Le rendement de l'enseignement tertiaire peut être analysé, d'une part, dans les formations de cycle court (niveau 5 de la CITE) et, d'autre part, en licence, en master et en doctorat ou formations équivalentes (niveaux 6, 7 et 8 de la CITE). La composition de l'effectif diplômé de chaque niveau de l'enseignement tertiaire varie entre les pays (voir l'indicateur A1), et la répartition des diplômés entre les niveaux peut grandement influencer le rendement financier global de l'enseignement tertiaire, tous niveaux confondus (voir le graphique A5.4).

**Graphique A5.4. Coûts et bénéfices privés de l'obtention, chez les individus de sexe féminin, d'un diplôme de l'enseignement tertiaire de cycle court, ou de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



**Remarque :** Un diplôme de l'enseignement tertiaire de cycle court correspond au niveau 5 de la CITE, et un diplôme de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents, aux niveaux 6, 7 et 8 de la CITE.

1. L'année de référence n'est pas 2015. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant des bénéfices privés totaux de l'obtention, chez les individus de sexe féminin, d'un diplôme de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents.

**Source :** OCDE (2018), tableau A5.3b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

**StatLink** <https://doi.org/10.1787/888933802551>

Dans tous les pays dont les données sont disponibles, une licence, un master ou un doctorat procure un rendement privé net plus élevé qu'une formation tertiaire de cycle court. Il en va de même pour le rendement public net, sauf en Corée. Le coût total d'une licence, d'un master ou d'un doctorat tend à être supérieur à celui d'une formation tertiaire de cycle court, mais le bénéfice total que les individus retirent de leurs études pendant leur carrière compense le coût initial plus élevés de leurs études (voir les tableaux A5.3a et b).

En conséquence, le rendement privé de l'ensemble de l'enseignement tertiaire sous-estime l'investissement dans une licence, un master et un doctorat, en particulier dans les pays où le pourcentage d'individus au plus diplômés d'une formation tertiaire de cycle court est plus élevé.

**Encadré A5.1. L'effet du taux d'actualisation sur le rendement net de l'éducation**

Calculer le rendement financier, ou la valeur actuelle nette, de l'élévation du niveau de formation revient à analyser les coûts et bénéfices de l'investissement et, à cet effet, de convertir les flux futurs en flux actuels à l'aide d'un taux d'actualisation. Le taux d'actualisation permet de tenir compte de l'inflation et de convertir les montants futurs en montants actuels. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il influe fortement sur l'évaluation des investissements qui ont des effets à long terme, comme ceux dans l'éducation.


Les montants indiqués dans les tableaux et graphiques de cet indicateur sont calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2 %, choisi en fonction de la moyenne des taux d'intérêt réel des obligations d'État dans les pays de l'OCDE. On aurait toutefois pu choisir un taux d'actualisation plus élevé au motif qu'investir dans l'éducation n'est pas sans risque.

...

**Tableau A5.a. Taux d'actualisation utilisés par les gouvernements dans les analyses coûts-bénéfices nationales**

	Taux d'actualisation (%)
Australie	7.0
Canada	8.0
Chili	6.0
France	4.0
Allemagne	3.0
Irlande	5.0
Italie	5.0
Nouvelle-Zélande	6 à 8
Norvège	3.5
Royaume-Uni	3.5
États-Unis	7.0

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802570>

**Tableau A5.b. Rendement financier net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le taux d'actualisation (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB


	Taux d'actualisation		
	2 %	3.75 %	8 %
	(1)	(2)	(3)
Australie	234 500	132 300	22 800
Autriche	309 700	166 500	25 300
Belgique	170 300	94 600	15 400
Canada	255 600	152 500	41 000
Chili	516 500	334 300	134 300
République tchèque	252 100	145 700	29 900
Danemark	204 400	115 200	21 800
Estonie	119 200	68 400	12 500
Finlande	200 600	116 900	27 500
France <sup>1</sup>	308 500	178 300	43 500
Allemagne	282 800	166 300	41 400
Grèce	114 000	64 300	12 800
Hongrie	339 300	221 500	85 800
Irlande	417 500	268 000	101 800
Israël	330 500	224 100	98 100
Italie <sup>1</sup>	185 100	93 600	4 500
Japon <sup>2</sup>	284 600	160 400	28 200
Corée	261 000	168 900	67 100
Lettonie	86 700	52 400	13 000
Luxembourg <sup>1</sup>	430 600	249 100	58 800
Nouvelle-Zélande	252 500	151 300	42 200
Norvège	198 700	98 700	- 2 400
Pologne <sup>1</sup>	336 000	210 300	70 300
Portugal	201 500	107 300	13 300
République slovaque	237 900	143 400	39 500
Slovénie	245 100	141 900	33 400
Espagne	176 600	100 900	22 200
Suisse	414 900	248 500	69 500
Turquie	189 900	124 300	51 100
Royaume-Uni	231 700	134 800	27 700
États-Unis	495 000	311 400	108 700
<b>Moyenne OCDE</b>	267 100	159 552	43 903
<b>Moyenne UE22</b>	242 500	147 043	36 662

**Remarque** : Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

1. Année de référence : 2014.

2. Année de référence : 2012. Les revenus des étudiants ne sont pas inclus dans le calcul du manque à gagner.

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802589>

...



Les pays de l'OCDE qui se livrent à des analyses similaires de coûts et de bénéfices ont choisi un taux d'actualisation supérieur à 2 %, mais le taux utilisé varie fortement entre eux. Le tableau A5.a indique le taux d'actualisation utilisé par certains pays de l'OCDE pour évaluer des investissements publics, pas nécessairement en rapport avec l'éducation.

Pour évaluer l'ampleur de l'effet du taux d'actualisation, il est utile de recourir à une analyse de sensibilité. Le tableau A5.b indique la variation de la valeur actuelle nette de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire, en fonction de trois taux d'actualisation différents. Passer d'un taux d'actualisation de 2 % à un taux de 3.75 % réduit la valeur actuelle nette de plus de 30 % dans tous les pays dont les données sont disponibles. Si le taux d'actualisation de 8 % est utilisé, la valeur actuelle nette chute de plus de 70 % dans tous les pays et devient même négative en Norvège. Ces comparaisons montrent à quel point la valeur actuelle nette est sensible à la variation du taux d'actualisation.

## Définitions

Le terme « **adultes** » désigne la population âgée de 15 à 64 ans.

Les **coûts directs** correspondent aux dépenses directes d'éducation par élève/étudiant durant la durée des études. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs.

- Les **coûts privés directs** correspondent aux dépenses totales des ménages au titre de l'éducation. Ils comprennent les montants nets que les ménages versent aux établissements d'enseignement, ainsi que les sommes qu'ils consacrent à l'achat de biens et services d'éducation en dehors des établissements (fournitures scolaires, tutorat, etc.).
- Les **coûts publics directs** correspondent aux dépenses publiques d'éducation par élève/étudiant. Ils comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement, les bourses et autres prestations versées aux élèves/étudiants et aux ménages ainsi que les transferts publics à d'autres entités privées au titre de l'éducation. Ils ne comprennent pas les prêts d'études.

Le **manque à gagner privé** correspond aux revenus nets qu'un individu aurait perçus s'il était entré dans la vie active et avait trouvé du travail au lieu de décider de poursuivre ses études.

Le **manque à gagner fiscal** correspond aux recettes fiscales supplémentaires que les pouvoirs publics auraient perçues si un individu était entré dans la vie active et avait trouvé du travail au lieu de décider de poursuivre ses études.

Les **avantages salariaux bruts** correspondent à la somme actualisée des avantages salariaux que perçoit un individu pendant sa vie active grâce à l'élévation de son niveau de formation, pour autant qu'il travaille.

L'**effet de l'impôt sur le revenu** correspond à la somme actualisée du supplément d'impôt sur le revenu versé aux pouvoirs publics par un individu au cours de sa carrière en raison de l'élévation de son niveau de formation.

Le **taux de rendement interne** est le taux d'intérêt (hypothétique) calculé sur la base des coûts et bénéfices de l'investissement dans l'éducation. Il indique en quelque sorte les intérêts qu'un individu peut retirer chaque année durant sa carrière de l'investissement dans l'élévation de son niveau de formation.

**Niveaux de formation** : les niveaux de la CITE 2011 sont tous décrits dans le *Guide du lecteur*, au début du présent rapport.

Le **rendement financier net** est la valeur actuelle nette de l'investissement financier dans l'éducation. Le rendement financier net correspond à la différence entre les coûts et bénéfices financiers actualisés de l'investissement dans l'éducation, soit la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 2 % ajouté à ces flux de trésorerie.

L'**effet des cotisations sociales** est la somme actualisée du supplément de cotisations sociales versé aux pouvoirs publics par un individu au cours de sa carrière en raison de l'élévation de son niveau de formation.

L'**effet des transferts** est la somme actualisée des différences de transferts sociaux résultant de l'élévation du niveau de formation d'un individu au cours de sa carrière. Les transferts sociaux incluent deux types de prestations : les aides au logement et les prestations sociales.

L'**effet des allocations de chômage** est la somme actualisée des allocations plus élevées associées à un niveau de formation plus élevé perçues par un individu au cours de sa carrière pendant ses périodes de chômage.

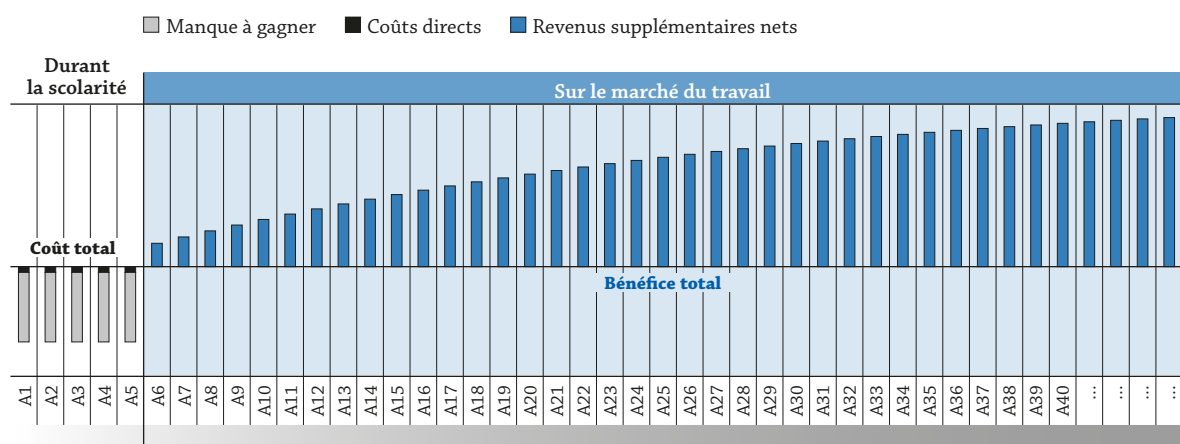
## Méthodologie

Cet indicateur estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation entre le début de la poursuite des études et un âge théorique de départ à la retraite (64 ans). Le rendement de l'éducation est uniquement étudié sous l'angle d'un investissement financier, c'est-à-dire des coûts et bénéfices de l'investissement.

Deux périodes sont examinées (voir le diagramme 1) :

- 1) Le temps passé en formation, c'est-à-dire la période durant laquelle l'individu et les pouvoirs publics paient le coût de l'éducation ;
- 2) Le temps passé sur le marché du travail, c'est-à-dire la période pendant laquelle l'individu et les pouvoirs publics bénéficient des retombées financières de l'élévation du niveau de formation.

**Diagramme 1. Rendement financier de l'investissement dans l'éducation tout au long de la vie pour un individu type**



La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Elle consiste à exprimer les flux financiers qui interviennent à différents moments sous la forme d'une valeur actuelle nette pour que les coûts et bénéfices soient directement comparables. Dans ce cadre, les coûts et avantages enregistrés durant toute la carrière sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt fixe (le taux d'actualisation).

Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement (voir l'encadré A5.1). Pour permettre les comparaisons et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation (2 %) a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE. Tous les montants présentés dans les tableaux de cet indicateur sont des valeurs actuelles nettes, converties en équivalents USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA).

### Changements de méthodologie entre les éditions de 2017 et de 2018 de *Regards sur l'éducation*

Trois changements méthodologiques importants ont été apportés à cette édition :

- 1) Le présent modèle tient compte de la rémunération des étudiants pour calculer le manque à gagner. Dans l'édition précédente, l'hypothèse était que les étudiants ne travaillaient pas, qu'ils n'étaient pas rémunérés et qu'ils ne payaient pas d'impôts. Le modèle de cette édition se base toujours sur l'hypothèse que les étudiants ne perçoivent aucun transfert public.
- 2) Pour tenir compte de la probabilité que des individus ne travaillent pas, il utilise le taux d'emploi au lieu de 1 moins le taux de chômage, qui représente la probabilité que les individus soient rémunérés.
- 3) Les rémunérations sont agrégées pendant trois années de référence au lieu de se rapporter à une seule année de référence.

De plus, l'année de référence de cet indicateur a été avancée d'un an. L'année de référence de cette édition est 2015, tandis que celle de l'édition de 2017 était 2013.

Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018* (OCDE, à paraître<sup>[5]</sup>) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

La Lituanie n'était pas membre de l'OCDE au moment de la préparation de cette publication. La Lituanie n'apparaît donc pas dans la liste des pays membres et n'est pas incluse dans les zones OCDE.

### Source

Les coûts directs de l'éducation proviennent de l'exercice UOE de collecte de données financières et se rapportent à l'année 2015 (sauf mention contraire dans les tableaux).

Les données sur les revenus proviennent d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO (*Network on Labour Market and Social Outcomes*, réseau chargé d'élaborer les données relatives aux retombées de l'éducation sur l'économie, le marché du travail et la société) de l'OCDE. Les revenus sont ventilés par âge, sexe et niveau de formation. Les rémunérations sont agrégées pendant trois années différentes (2013, 2014 et 2015). Une moyenne mobile sera utilisée dans les prochaines éditions.

Les calculs relatifs à l'impôt sur le revenu ont été effectués sur la base du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, qui détermine l'impôt dû par niveau de revenu. Ce modèle permet de calculer le niveau de la fiscalité sur le travail dans plusieurs scénarios, selon la composition des ménages. Le scénario retenu dans cet indicateur est celui d'un travailleur célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif à l'impôt sur le revenu dans *Les impôts sur les salaires 2017* (OCDE, 2017<sup>[6]</sup>).

Les cotisations sociales des salariés sont calculées à l'aide du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, le scénario retenu étant celui d'un travailleur âgé de 40 ans, célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif aux cotisations sociales dans *Les impôts sur les salaires 2017* (OCDE, 2017<sup>[6]</sup>).

Les transferts sociaux et les allocations de chômage sont calculés à l'aide du modèle de l'OCDE présenté dans *Prestations et salaires* dans l'hypothèse d'un travailleur âgé de 40 ans, célibataire et sans enfants. On considère que les individus peuvent prétendre aux allocations de chômage prévues durant les périodes où ils sont au chômage. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle de l'OCDE relatif aux transferts sociaux dans *Prestations et salaires : Informations spécifiques par pays* ([www.oecd.org/els/soc/benefits-and-wages-country-specific-information.htm](http://www.oecd.org/els/soc/benefits-and-wages-country-specific-information.htm)).

#### Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

### Références

- Andrews, D., A. Caldera Sánchez et Å. Johansson (2011), « Housing markets and structural policies in OECD countries », [4] *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, No. 836, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5kgk8t2k9vf3-en>.
- Brys, B. et C. Torres (2013), « Effective personal tax rates on marginal skills investments in OECD countries: A new methodology », *Documents de travail de l'OCDE sur la fiscalité*, No. 16, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k425747xbr6-en>. [3]
- OCDE (à paraître), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018 : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris. [5]
- OCDE (2017), *Les impôts sur les salaires*, Éditions OCDE, Paris, [https://doi.org/10.1787/tax\\_wages-2017-fr](https://doi.org/10.1787/tax_wages-2017-fr). [6]
- OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr>. [2]
- Secrétariat du Cabinet (2016), *Japan Revitalization Strategy (Growth Strategy) Revised in 2015: Main Achievements to Date and Further Reforms*, [www.kantei.go.jp/jp/singi/keizaisaisei/pdf/new\\_seika\\_torikumien.pdf](http://www.kantei.go.jp/jp/singi/keizaisaisei/pdf/new_seika_torikumien.pdf). [1]

**Tableaux de l'indicateur A5**


StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802361>

Tableau A5.1a	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2015)
Tableau A5.1b	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2015)
Tableau A5.2a	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2015)
Tableau A5.2b	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2015)
Tableau A5.3a	Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2015)
Tableau A5.3b	Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2015)
<b>WEB</b> Tableau A5.4a	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2015)
<b>WEB</b> Tableau A5.4b	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les femmes (2015)
<b>WEB</b> Tableau A5.5a	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2015)
<b>WEB</b> Tableau A5.5b	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2015)

Date butoir pour les données : 18 juillet 2018. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-fr>. D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

A5

**Tableau A5.1a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)				Effet des indemnités de chômage	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
				Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts				
				(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)				
<b>OCDE</b>											
Australie	-31 500	-42 600	<b>-74 100</b>	482 900	-171 800	0	0	-2 500	<b>308 600</b>	<b>234 500</b>	10%
Autriche	0	-62 600	<b>-62 600</b>	678 400	-208 100	-95 700	0	-2 300	<b>372 300</b>	<b>309 700</b>	10%
Belgique	-1 400	-48 800	<b>-50 200</b>	489 000	-187 100	-70 300	0	-11 100	<b>220 500</b>	<b>170 300</b>	10%
Canada	-20 800	-34 200	<b>-55 000</b>	457 800	-125 300	-14 900	0	-7 000	<b>310 600</b>	<b>255 600</b>	13%
Chili	-10 400	-18 600	<b>-29 000</b>	588 400	-13 200	-41 200	0	11 500	<b>545 500</b>	<b>516 500</b>	31%
République tchèque	-4 200	-64 900	<b>-69 100</b>	469 300	-92 500	-51 600	0	-4 000	<b>321 200</b>	<b>252 100</b>	11%
Danemark <sup>1</sup>	0	-51 200	<b>-51 200</b>	493 300	-223 500	0	-15 600	1 400	<b>255 600</b>	<b>204 400</b>	11%
Estonie	0	-42 500	<b>-42 500</b>	204 000	-37 700	-2 800	0	-1 800	<b>161 700</b>	<b>119 200</b>	10%
Finlande	0	-47 300	<b>-47 300</b>	430 900	-152 200	-35 100	0	4 300	<b>247 900</b>	<b>200 600</b>	12%
France <sup>1</sup>	-5 400	-51 300	<b>-56 700</b>	572 500	-134 600	-74 600	-100	2 000	<b>365 200</b>	<b>308 500</b>	12%
Allemagne	-3 400	-58 300	<b>-61 700</b>	677 100	-208 700	-118 500	0	-5 400	<b>344 500</b>	<b>282 800</b>	12%
Grèce	-3 300	-24 600	<b>-27 900</b>	209 700	-30 900	-32 800	0	-4 100	<b>141 900</b>	<b>114 000</b>	11%
Hongrie	-9 000	-33 300	<b>-42 300</b>	590 700	-94 500	-109 300	0	-5 300	<b>381 600</b>	<b>339 300</b>	20%
Islande	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Irlande	0	-45 900	<b>-45 900</b>	885 500	-366 900	-35 700	-900	-18 600	<b>463 400</b>	<b>417 500</b>	22%
Israël	-7 600	-16 800	<b>-24 400</b>	536 800	-119 200	-60 200	0	-2 500	<b>354 900</b>	<b>330 500</b>	30%
Italie <sup>1</sup>	-8 600	-35 300	<b>-43 900</b>	438 100	-161 600	-42 500	0	-5 000	<b>229 000</b>	<b>185 100</b>	8%
Japon <sup>2</sup>	-29 600	-59 300	<b>-88 900</b>	527 300	-77 700	-70 300	0	-5 800	<b>373 500</b>	<b>284 600</b>	10%
Corée	-7 600	-19 700	<b>-27 300</b>	352 200	-37 100	-29 500	0	2 700	<b>288 300</b>	<b>261 000</b>	25%
Lettonie	-9 200	-22 500	<b>-31 700</b>	181 200	-35 800	-19 000	0	-8 000	<b>118 400</b>	<b>86 700</b>	11%
Luxembourg <sup>1</sup>	0	-85 300	<b>-85 300</b>	983 600	-344 000	-121 100	0	-2 600	<b>515 900</b>	<b>430 600</b>	12%
Mexique	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Pays-Bas	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Nouvelle-Zélande	-18 700	-41 800	<b>-60 500</b>	446 400	-131 400	0	0	-2 000	<b>313 000</b>	<b>252 500</b>	13%
Norvège	0	-70 300	<b>-70 300</b>	456 700	-147 600	-37 500	0	-2 600	<b>269 000</b>	<b>198 700</b>	8%
Pologne <sup>1</sup>	-3 000	-45 900	<b>-48 900</b>	533 900	-45 900	-95 200	0	-7 900	<b>384 900</b>	<b>336 000</b>	16%
Portugal	-8 400	-46 100	<b>-54 500</b>	458 300	-157 100	-50 400	0	5 200	<b>256 000</b>	<b>201 500</b>	9%
République slovaque	-6 500	-37 300	<b>-43 800</b>	397 800	-63 200	-53 300	0	400	<b>281 700</b>	<b>237 900</b>	13%
Slovénie	-500	-48 200	<b>-48 700</b>	537 700	-116 200	-118 800	0	-8 900	<b>293 800</b>	<b>245 100</b>	12%
Espagne	-10 500	-31 500	<b>-42 000</b>	339 400	-85 000	-21 500	0	-14 300	<b>218 600</b>	<b>176 600</b>	11%
Suède	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Suisse	-6 600	-71 500	<b>-78 100</b>	655 300	-129 800	-40 800	0	8 300	<b>493 000</b>	<b>414 900</b>	14%
Turquie	-3 100	-8 500	<b>-11 600</b>	295 400	-54 000	-44 300	0	4 400	<b>201 500</b>	<b>189 900</b>	31%
Royaume-Uni	-39 500	-41 100	<b>-80 600</b>	466 300	-97 400	-52 600	-1 000	-3 000	<b>312 300</b>	<b>231 700</b>	11%
États-Unis	-35 700	-35 000	<b>-70 700</b>	904 300	-257 500	-69 200	0	-11 900	<b>565 700</b>	<b>495 000</b>	18%
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>-9 200</b>	<b>-43 300</b>	<b>-52 500</b>	<b>507 700</b>	<b>-132 500</b>	<b>-51 900</b>	<b>-600</b>	<b>-3 100</b>	<b>319 600</b>	<b>267 100</b>	<b>14%</b>
<b>Moyenne UE22</b>	<b>-5 600</b>	<b>-46 200</b>	<b>-51 800</b>	<b>501 800</b>	<b>-142 100</b>	<b>-60 000</b>	<b>-900</b>	<b>-4 500</b>	<b>294 300</b>	<b>242 500</b>	<b>12%</b>

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.


En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2014.

2. Année de référence : 2012. Les revenus des étudiants ne sont pas inclus dans le calcul du manque à gagner.

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802380>

**Tableau A5.1b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)				Effet des indemnités de chômage	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
				Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts				
				(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)				
<b>OCDE</b>											
Australie	-31 500	-24 300	<b>-55 800</b>	410 700	-125 300	0	-100	-5 900	<b>279 400</b>	<b>223 600</b>	14%
Autriche	0	-55 600	<b>-55 600</b>	395 700	-95 600	-75 300	0	-2 300	<b>222 500</b>	<b>166 900</b>	9%
Belgique	-1 400	-39 600	<b>-41 000</b>	461 800	-149 500	-87 000	0	-9 100	<b>216 200</b>	<b>175 200</b>	15%
Canada	-20 800	-20 100	<b>-40 900</b>	341 600	-64 500	-27 300	-800	1 200	<b>250 200</b>	<b>209 300</b>	17%
Chili	-10 400	-9 200	<b>-19 600</b>	355 800	-2 000	-24 900	0	7 400	<b>336 300</b>	<b>316 700</b>	35%
République tchèque	-4 200	-47 300	<b>-51 500</b>	268 300	-50 000	-29 500	-4 500	-6 300	<b>178 000</b>	<b>126 500</b>	8%
Danemark <sup>1</sup>	0	-25 300	<b>-25 300</b>	311 600	-120 600	0	-6 300	-5 300	<b>179 400</b>	<b>154 100</b>	18%
Estonie	0	-21 500	<b>-21 500</b>	182 700	-33 100	-2 700	0	-300	<b>146 600</b>	<b>125 100</b>	19%
Finlande	0	-45 300	<b>-45 300</b>	345 100	-105 500	-28 400	-200	0	<b>211 000</b>	<b>165 700</b>	13%
France <sup>1</sup>	-5 400	-41 500	<b>-46 900</b>	356 000	-70 200	-49 100	-6 200	-4 100	<b>226 400</b>	<b>179 500</b>	13%
Allemagne	-3 400	-46 500	<b>-49 900</b>	382 700	-88 400	-78 300	-1 000	-1 900	<b>213 100</b>	<b>163 200</b>	10%
Grèce	-3 300	-23 700	<b>-27 000</b>	172 800	-7 300	-26 900	0	-5 200	<b>133 400</b>	<b>106 400</b>	12%
Hongrie	-9 000	-26 300	<b>-35 300</b>	301 600	-48 300	-55 800	0	-5 300	<b>192 200</b>	<b>156 900</b>	14%
Islande	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Irlande	0	-34 700	<b>-34 700</b>	571 600	-160 400	-24 400	-600	-4 900	<b>381 300</b>	<b>346 600</b>	29%
Israël	-7 600	-7 400	<b>-15 000</b>	322 700	-42 900	-32 200	0	3 500	<b>251 100</b>	<b>236 100</b>	35%
Italie <sup>1</sup>	-8 600	-26 200	<b>-34 800</b>	303 800	-83 900	-28 800	0	-1 700	<b>189 400</b>	<b>154 600</b>	10%
Japon <sup>2</sup>	-29 600	-52 600	<b>-82 200</b>	201 700	-16 600	-27 600	-50 200	-4 100	<b>103 200</b>	<b>21 000</b>	3%
Corée	-7 600	-23 700	<b>-31 300</b>	204 400	-7 400	-17 100	0	2 600	<b>182 500</b>	<b>151 200</b>	19%
Lettonie	-9 200	-13 100	<b>-22 300</b>	148 900	-29 200	-15 600	0	400	<b>104 500</b>	<b>82 200</b>	13%
Luxembourg <sup>1</sup>	0	-76 300	<b>-76 300</b>	709 700	-225 100	-88 100	0	6 400	<b>402 900</b>	<b>326 600</b>	14%
Mexique	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Pays-Bas	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Nouvelle-Zélande	-18 700	-36 200	<b>-54 900</b>	355 500	-78 200	0	-2 100	-8 200	<b>267 000</b>	<b>212 100</b>	15%
Norvège	0	-44 300	<b>-44 300</b>	384 700	-92 700	-31 500	0	-1 500	<b>259 000</b>	<b>214 700</b>	14%
Pologne <sup>1</sup>	-3 000	-29 300	<b>-32 300</b>	380 700	-31 000	-67 900	0	-8 800	<b>273 000</b>	<b>240 700</b>	19%
Portugal	-8 400	-34 500	<b>-42 900</b>	354 200	-108 400	-39 000	0	4 100	<b>210 900</b>	<b>168 000</b>	11%
République slovaque	-6 500	-21 800	<b>-28 300</b>	233 400	-34 700	-31 700	0	-3 400	<b>163 600</b>	<b>135 300</b>	12%
Slovénie	-500	-29 700	<b>-30 200</b>	421 200	-79 200	-93 100	0	-13 000	<b>235 900</b>	<b>205 700</b>	15%
Espagne	-10 500	-23 700	<b>-34 200</b>	329 800	-68 800	-20 900	0	-2 300	<b>237 800</b>	<b>203 600</b>	15%
Suède	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Suisse	-6 600	-70 500	<b>-77 100</b>	474 900	-67 300	-29 700	0	3 600	<b>381 500</b>	<b>304 400</b>	14%
Turquie	-3 100	-4 500	<b>-7 600</b>	282 500	-39 300	-42 400	0	10 500	<b>211 300</b>	<b>203 700</b>	41%
Royaume-Uni	-39 500	-33 800	<b>-73 300</b>	369 500	-71 200	-42 300	-12 200	-1 300	<b>242 500</b>	<b>169 200</b>	10%
États-Unis	-35 700	-18 400	<b>-54 100</b>	539 900	-118 200	-41 300	0	-6 400	<b>374 000</b>	<b>319 900</b>	18%
Moyenne OCDE	-9 200	-32 500	<b>-41 700</b>	350 800	-74 700	-37 400	-2 700	-2 000	<b>234 000</b>	<b>192 300</b>	16%
Moyenne UE22	-5 600	-34 800	<b>-40 400</b>	350 100	-83 000	-44 200	-1 600	-3 200	<b>218 100</b>	<b>177 700</b>	13%

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.


En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2014.

2. Année de référence : 2012. Les revenus des étudiants ne sont pas inclus dans le calcul du manque à gagner.

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802399>

A5

**Tableau A5.2a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)			Effet des indemnités de chômage	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
				Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts				
<b>OCDE</b>										
Australie	-29 600	-5 300	<b>-34 900</b>	171 800	0	0	2 500	<b>174 300</b>	<b>139 400</b>	11%
Autriche	-65 500	-16 100	<b>-81 600</b>	208 100	95 700	0	2 300	<b>306 100</b>	<b>224 500</b>	8%
Belgique	-52 000	-300	<b>-52 300</b>	187 100	70 300	0	11 100	<b>268 500</b>	<b>216 200</b>	11%
Canada	-40 700	-3 300	<b>-44 000</b>	125 300	14 900	0	7 000	<b>147 200</b>	<b>103 200</b>	8%
Chili	-8 700	800	<b>-7 900</b>	13 200	41 200	0	-11 500	<b>42 900</b>	<b>35 000</b>	10%
République tchèque	-30 000	-11 700	<b>-41 700</b>	92 500	51 600	0	4 000	<b>148 100</b>	<b>106 400</b>	9%
Danemark <sup>1</sup>	-80 400	-6 600	<b>-87 000</b>	223 500	0	15 600	-1 400	<b>237 700</b>	<b>150 700</b>	7%
Estonie	-42 700	-5 300	<b>-48 000</b>	37 700	2 800	0	1 800	<b>42 300</b>	<b>-5 700</b>	1%
Finlande	-75 100	18 000	<b>-57 100</b>	152 200	35 100	0	-4 300	<b>183 000</b>	<b>125 900</b>	8%
France <sup>1</sup>	-51 700	6 600	<b>-45 100</b>	134 600	74 600	100	-2 000	<b>207 300</b>	<b>162 200</b>	10%
Allemagne	-68 700	-22 600	<b>-91 300</b>	208 700	118 500	0	5 400	<b>332 600</b>	<b>241 300</b>	9%
Grèce	-12 800	9 300	<b>-3 500</b>	30 900	32 800	0	4 100	<b>67 800</b>	<b>64 300</b>	17%
Hongrie	-23 400	-12 200	<b>-35 600</b>	94 500	109 300	0	5 300	<b>209 100</b>	<b>173 500</b>	15%
Islande	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Irlande	-43 900	12 500	<b>-31 400</b>	366 900	35 700	900	18 600	<b>422 100</b>	<b>390 700</b>	21%
Israël	-24 200	1 100	<b>-23 100</b>	119 200	60 200	0	2 500	<b>181 900</b>	<b>158 800</b>	16%
Italie <sup>1</sup>	-35 600	9 500	<b>-26 100</b>	161 600	42 500	0	5 000	<b>209 100</b>	<b>183 000</b>	11%
Japon <sup>2</sup>	-23 000	-11 200	<b>-34 200</b>	77 700	70 300	0	5 800	<b>153 800</b>	<b>119 600</b>	10%
Corée	-19 200	-1 900	<b>-21 100</b>	37 100	29 500	0	-2 700	<b>63 900</b>	<b>42 800</b>	7%
Lettonie	-29 100	-4 100	<b>-33 200</b>	35 800	19 000	0	8 000	<b>62 800</b>	<b>29 600</b>	6%
Luxembourg <sup>1</sup>	-167 900	-9 700	<b>-177 600</b>	344 000	121 100	0	2 600	<b>467 700</b>	<b>290 100</b>	7%
Mexique	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Pays-Bas	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Nouvelle-Zélande	-32 000	-2 300	<b>-34 300</b>	131 400	0	0	2 000	<b>133 400</b>	<b>99 100</b>	10%
Norvège	-81 600	-19 200	<b>-100 800</b>	147 600	37 500	0	2 600	<b>187 700</b>	<b>86 900</b>	4%
Pologne <sup>1</sup>	-31 100	-5 400	<b>-36 500</b>	45 900	95 200	0	7 900	<b>149 000</b>	<b>112 500</b>	11%
Portugal	-33 800	5 100	<b>-28 700</b>	157 100	50 400	0	-5 200	<b>202 300</b>	<b>173 600</b>	11%
République slovaque	-52 800	-1 200	<b>-54 000</b>	63 200	53 300	0	-400	<b>116 100</b>	<b>62 100</b>	6%
Slovénie	-35 700	-9 600	<b>-45 300</b>	116 200	118 800	0	8 900	<b>243 900</b>	<b>198 600</b>	11%
Espagne	-35 500	10 700	<b>-24 800</b>	85 000	21 500	0	14 300	<b>120 800</b>	<b>96 000</b>	9%
Suède	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Suisse	-96 200	-3 000	<b>-99 200</b>	129 800	40 800	0	-8 300	<b>162 300</b>	<b>63 100</b>	4%
Turquie	-24 600	800	<b>-23 800</b>	54 000	44 300	0	-4 400	<b>93 900</b>	<b>70 100</b>	9%
Royaume-Uni	-27 900	1 500	<b>-26 400</b>	97 400	52 600	1 000	3 000	<b>154 000</b>	<b>127 600</b>	16%
États-Unis	-48 600	-4 900	<b>-53 500</b>	257 500	69 200	0	11 900	<b>338 600</b>	<b>285 100</b>	14%
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>-45 900</b>	<b>-2 600</b>	<b>-48 500</b>	<b>132 500</b>	<b>51 900</b>	<b>600</b>	<b>3 100</b>	<b>188 100</b>	<b>139 600</b>	<b>10%</b>
<b>Moyenne UE22</b>	<b>-49 800</b>	<b>-1 600</b>	<b>-51 400</b>	<b>142 100</b>	<b>60 000</b>	<b>900</b>	<b>4 500</b>	<b>207 500</b>	<b>156 200</b>	<b>10%</b>

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.


En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2014.

2. Année de référence : 2012. Les revenus des étudiants ne sont pas inclus dans le calcul du manque à gagner.

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802418>

**Tableau A5.2b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage)			Effet des indemnités de chômage	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Taux de rendement interne
				Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts				
				(1)	(2)	(3)=(1)+(2)				
Australie	- 29 600	- 500	<b>- 30 100</b>	125 300	0	100	5 900	<b>131 300</b>	<b>101 200</b>	12%
Autriche	- 65 500	- 10 200	<b>- 75 700</b>	95 600	75 300	0	2 300	<b>173 200</b>	<b>97 500</b>	6%
Belgique	- 52 000	4 200	<b>- 47 800</b>	149 500	87 000	0	9 100	<b>245 600</b>	<b>197 800</b>	13%
Canada	- 40 700	- 800	<b>- 41 500</b>	64 500	27 300	800	- 1 200	<b>91 400</b>	<b>49 900</b>	7%
Chili	- 8 700	800	<b>- 7 900</b>	2 000	24 900	0	- 7 400	<b>19 500</b>	<b>11 600</b>	7%
République tchèque	- 30 000	- 3 800	<b>- 33 800</b>	50 000	29 500	4 500	6 300	<b>90 300</b>	<b>56 500</b>	7%
Danemark <sup>1</sup>	- 80 400	3 300	<b>- 77 100</b>	120 600	0	6 300	5 300	<b>132 200</b>	<b>55 100</b>	5%
Estonie	- 42 700	- 1 500	<b>- 44 200</b>	33 100	2 700	0	300	<b>36 100</b>	<b>- 8 100</b>	1%
Finlande	- 75 100	21 400	<b>- 53 700</b>	105 500	28 400	200	0	<b>134 100</b>	<b>80 400</b>	7%
France <sup>1</sup>	- 51 700	10 400	<b>- 41 300</b>	70 200	49 100	6 200	4 100	<b>129 600</b>	<b>88 300</b>	10%
Allemagne	- 68 700	- 15 500	<b>- 84 200</b>	88 400	78 300	1 000	1 900	<b>169 600</b>	<b>85 400</b>	5%
Grèce	- 12 800	11 600	<b>- 1 200</b>	7 300	26 900	0	5 200	<b>39 400</b>	<b>38 200</b>	22%
Hongrie	- 23 400	- 9 500	<b>- 32 900</b>	48 300	55 800	0	5 300	<b>109 400</b>	<b>76 500</b>	9%
Islande	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Irlande	- 43 900	9 400	<b>- 34 500</b>	160 400	24 400	600	4 900	<b>190 300</b>	<b>155 800</b>	14%
Israël	- 24 200	2 600	<b>- 21 600</b>	42 900	32 200	0	- 3 500	<b>71 600</b>	<b>50 000</b>	9%
Italie <sup>1</sup>	- 35 600	9 600	<b>- 26 000</b>	83 900	28 800	0	1 700	<b>114 400</b>	<b>88 400</b>	8%
Japon <sup>2</sup>	- 23 000	700	<b>- 22 300</b>	16 600	27 600	50 200	4 100	<b>98 500</b>	<b>76 200</b>	13%
Corée	- 19 200	- 2 200	<b>- 21 400</b>	7 400	17 100	0	- 2 600	<b>21 900</b>	<b>500</b>	2%
Lettonie	- 29 100	600	<b>- 28 500</b>	29 200	15 600	0	- 400	<b>44 400</b>	<b>15 900</b>	4%
Luxembourg <sup>1</sup>	- 167 900	- 10 100	<b>- 178 000</b>	225 100	88 100	0	- 6 400	<b>306 800</b>	<b>128 800</b>	5%
Mexique	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Pays-Bas	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Nouvelle-Zélande	- 32 000	300	<b>- 31 700</b>	78 200	0	2 100	8 200	<b>88 500</b>	<b>56 800</b>	8%
Norvège	- 81 600	- 8 300	<b>- 89 900</b>	92 700	31 500	0	1 500	<b>125 700</b>	<b>35 800</b>	4%
Pologne <sup>1</sup>	- 31 100	1 000	<b>- 30 100</b>	31 000	67 900	0	8 800	<b>107 700</b>	<b>77 600</b>	10%
Portugal	- 33 800	9 900	<b>- 23 900</b>	108 400	39 000	0	- 4 100	<b>143 300</b>	<b>119 400</b>	11%
République slovaque	- 52 800	1 400	<b>- 51 400</b>	34 700	31 700	0	3 400	<b>69 800</b>	<b>18 400</b>	3%
Slovénie	- 35 700	3 600	<b>- 32 100</b>	79 200	93 100	0	13 000	<b>185 300</b>	<b>153 200</b>	12%
Espagne	- 35 500	8 600	<b>- 26 900</b>	68 800	20 900	0	2 300	<b>92 000</b>	<b>65 100</b>	7%
Suède	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Suisse	- 96 200	- 5 000	<b>- 101 200</b>	67 300	29 700	0	- 3 600	<b>93 400</b>	<b>- 7 800</b>	2%
Turquie	- 24 600	1 400	<b>- 23 200</b>	39 300	42 400	0	- 10 500	<b>71 200</b>	<b>48 000</b>	8%
Royaume-Uni	- 27 900	5 400	<b>- 22 500</b>	71 200	42 300	12 200	1 300	<b>127 000</b>	<b>104 500</b>	21%
États-Unis	- 48 600	- 900	<b>- 49 500</b>	118 200	41 300	0	6 400	<b>165 900</b>	<b>116 400</b>	10%
Moyenne OCDE	- 45 900	1 200	<b>- 44 700</b>	74 700	37 400	2 700	2 000	<b>116 800</b>	<b>72 100</b>	8%
Moyenne UE22	- 49 800	2 500	<b>- 47 300</b>	83 000	44 200	1 600	3 200	<b>132 000</b>	<b>84 700</b>	9%

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.


En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2014.

2. Année de référence : 2012. Les revenus des étudiants ne sont pas inclus dans le calcul du manque à gagner.

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802437>



A5

**Tableau A5.3a. Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Tertiaire de cycle court (CITE 5)						Licence, master et doctorat, ou niveaux équivalents (CITE 6 à 8)					
	Privés			Publics			Privés			Publics		
	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	- 38 800	155 600	<b>116 800</b>	- 15 200	84 100	<b>68 900</b>	- 80 400	361 400	<b>281 000</b>	- 39 600	207 300	<b>167 700</b>
Autriche	- 53 000	236 800	<b>183 800</b>	- 68 200	207 300	<b>139 100</b>	- 67 700	555 300	<b>487 600</b>	- 88 200	438 800	<b>350 600</b>
Belgique	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 51 000	221 600	<b>170 600</b>	- 53 400	269 400	<b>216 000</b>
Canada	- 46 700	186 700	<b>140 000</b>	- 29 200	86 500	<b>57 300</b>	- 53 300	406 100	<b>352 800</b>	- 49 400	201 900	<b>152 500</b>
Chili	- 19 700	193 800	<b>174 100</b>	- 3 000	9 600	<b>6 600</b>	- 49 000	689 800	<b>640 800</b>	- 15 500	62 700	<b>47 200</b>
République tchèque	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 69 000	334 300	<b>265 300</b>	- 41 500	154 000	<b>112 500</b>
Danemark <sup>1</sup>	- 23 500	127 400	<b>103 900</b>	- 40 100	103 200	<b>63 100</b>	- 54 500	289 200	<b>234 700</b>	- 92 700	276 200	<b>183 500</b>
Estonie	a	a	<b>a</b>	a	a	<b>a</b>	- 42 500	193 800	<b>151 300</b>	- 48 000	50 100	<b>2 100</b>
Finlande	a	a	<b>a</b>	a	a	<b>a</b>	- 47 300	295 700	<b>248 400</b>	- 57 100	218 100	<b>161 000</b>
France <sup>1</sup>	- 28 000	186 200	<b>158 200</b>	- 22 100	99 700	<b>77 600</b>	- 64 500	496 800	<b>432 300</b>	- 51 400	289 300	<b>237 900</b>
Allemagne	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 61 900	361 900	<b>300 000</b>	- 91 700	349 600	<b>257 900</b>
Grèce	a	a	<b>a</b>	a	a	<b>a</b>	- 27 900	142 600	<b>114 700</b>	- 3 500	65 100	<b>61 600</b>
Hongrie	- 25 200	119 600	<b>94 400</b>	- 15 900	68 900	<b>53 000</b>	- 43 100	387 200	<b>344 100</b>	- 36 600	212 200	<b>175 600</b>
Islande	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Irlande	- 28 600	240 900	<b>212 300</b>	- 19 500	187 500	<b>168 000</b>	- 50 500	547 000	<b>496 500</b>	- 34 600	514 200	<b>479 600</b>
Israël	- 8 800	134 500	<b>125 700</b>	- 6 200	37 100	<b>30 900</b>	- 31 000	458 600	<b>427 600</b>	- 32 100	261 600	<b>229 500</b>
Italie <sup>1</sup>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 43 900	229 000	<b>185 100</b>	- 26 100	209 100	<b>183 000</b>
Japon	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Corée	- 16 200	196 600	<b>180 400</b>	- 7 800	34 600	<b>26 800</b>	- 30 700	310 100	<b>279 400</b>	- 26 000	71 800	<b>45 800</b>
Lettonie	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 34 500	125 500	<b>91 000</b>	- 36 600	64 100	<b>27 500</b>
Luxembourg <sup>1</sup>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Mexique	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Pays-Bas	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Nouvelle-Zélande	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 65 500	338 600	<b>273 100</b>	- 40 700	145 600	<b>104 900</b>
Norvège	- 39 300	126 900	<b>87 600</b>	- 40 400	91 700	<b>51 300</b>	- 71 600	348 600	<b>277 000</b>	- 103 500	243 600	<b>140 100</b>
Pologne <sup>1</sup>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 48 900	402 100	<b>353 200</b>	- 36 400	155 100	<b>118 700</b>
Portugal	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 54 500	268 400	<b>213 900</b>	- 28 700	213 900	<b>185 200</b>
République slovaque	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 44 600	284 300	<b>239 700</b>	- 55 400	116 900	<b>61 500</b>
Slovénie	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Espagne	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Suède	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Suisse	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 79 000	485 700	<b>406 700</b>	- 100 500	159 400	<b>58 900</b>
Turquie	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Royaume-Uni	- 41 600	144 300	<b>102 700</b>	m	m	<b>m</b>	- 84 000	361 400	<b>277 400</b>	- 29 000	183 900	<b>154 900</b>
États-Unis	- 39 800	158 500	<b>118 700</b>	- 30 100	82 800	<b>52 700</b>	- 88 500	673 900	<b>585 400</b>	- 67 000	412 100	<b>345 100</b>
Moyenne OCDE	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 55 400	368 000	<b>312 600</b>	- 49 400	213 300	<b>163 900</b>
Moyenne UE22	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 52 400	323 300	<b>270 900</b>	- 47 700	222 400	<b>174 700</b>


Remarque : Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés d'un niveau donné de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2014.

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802456>

**Tableau A5.3b. Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2015)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Tertiaire de cycle court (CITE 5)						Licence, master et doctorat, ou niveaux équivalents (CITE 6 à 8)					
	Privés			Publics			Privés			Publics		
	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net	Coûts totaux	Bénéfices totaux	Rendement financier net
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	- 30 200	148 700	<b>118 500</b>	- 13 000	60 900	<b>47 900</b>	- 59 900	335 500	<b>275 600</b>	- 34 300	160 800	<b>126 500</b>
Autriche	- 47 000	161 100	<b>114 100</b>	- 63 200	120 300	<b>57 100</b>	- 60 000	292 000	<b>232 000</b>	- 81 900	231 300	<b>149 400</b>
Belgique	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 41 700	213 200	<b>171 500</b>	- 48 900	241 900	<b>193 000</b>
Canada	- 37 400	166 300	<b>128 900</b>	- 27 600	55 700	<b>28 100</b>	- 37 300	323 800	<b>286 500</b>	- 46 600	126 800	<b>80 200</b>
Chili	- 12 500	126 100	<b>113 600</b>	- 3 000	6 300	<b>3 300</b>	- 33 800	448 700	<b>414 900</b>	- 15 400	31 500	<b>16 100</b>
République tchèque	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 51 400	190 800	<b>139 400</b>	- 33 600	95 900	<b>62 300</b>
Danemark <sup>1</sup>	- 11 600	123 900	<b>112 300</b>	- 35 500	63 200	<b>27 700</b>	- 26 900	187 600	<b>160 700</b>	- 82 100	146 200	<b>64 100</b>
Estonie	a	a	<b>a</b>	a	a	<b>a</b>	- 21 500	172 200	<b>150 700</b>	- 44 200	42 300	<b>- 1 900</b>
Finlande	a	a	<b>a</b>	a	a	<b>a</b>	- 45 300	255 200	<b>209 900</b>	- 53 700	171 200	<b>117 500</b>
France <sup>1</sup>	- 22 800	180 900	<b>158 100</b>	- 20 100	110 000	<b>89 900</b>	- 53 600	277 800	<b>224 200</b>	- 47 200	153 700	<b>106 500</b>
Allemagne	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 50 100	215 800	<b>165 700</b>	- 84 500	172 300	<b>87 800</b>
Grèce	a	a	<b>a</b>	a	a	<b>a</b>	- 27 000	126 100	<b>99 100</b>	- 1 200	36 800	<b>35 600</b>
Hongrie	- 20 500	64 200	<b>43 700</b>	- 14 100	38 200	<b>24 100</b>	- 36 000	196 400	<b>160 400</b>	- 33 800	111 800	<b>78 000</b>
Islande	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Irlande	- 21 600	248 900	<b>227 300</b>	- 21 400	85 500	<b>64 100</b>	- 38 200	441 900	<b>403 700</b>	- 37 900	243 800	<b>205 900</b>
Israël	- 4 400	93 400	<b>89 000</b>	- 5 500	10 100	<b>4 600</b>	- 20 300	320 600	<b>300 300</b>	- 30 300	102 800	<b>72 500</b>
Italie <sup>1</sup>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 34 800	189 500	<b>154 700</b>	- 26 000	114 400	<b>88 400</b>
Japon	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Corée	- 18 800	119 300	<b>100 500</b>	- 8 000	10 700	<b>2 700</b>	- 35 200	210 800	<b>175 600</b>	- 26 400	28 900	<b>2 500</b>
Lettonie	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 24 100	109 200	<b>85 100</b>	- 31 400	46 500	<b>15 100</b>
Luxembourg <sup>1</sup>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Mexique	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Pays-Bas	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Nouvelle-Zélande	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 59 400	281 100	<b>221 700</b>	- 37 800	94 500	<b>56 700</b>
Norvège	- 25 400	128 200	<b>102 800</b>	- 34 500	50 100	<b>15 600</b>	- 45 100	307 000	<b>261 900</b>	- 92 400	152 300	<b>59 900</b>
Pologne <sup>1</sup>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 32 300	278 800	<b>246 500</b>	- 30 000	109 700	<b>79 700</b>
Portugal	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 42 900	221 300	<b>178 400</b>	- 23 900	151 700	<b>127 800</b>
République slovaque	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 28 800	166 400	<b>137 600</b>	- 52 700	70 800	<b>18 100</b>
Slovénie	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Espagne	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Suède	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Suisse	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 78 000	385 000	<b>307 000</b>	- 102 600	94 400	<b>- 8 200</b>
Turquie	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Royaume-Uni	- 36 500	93 000	<b>56 500</b>	m	m	<b>m</b>	- 76 500	288 900	<b>212 400</b>	- 25 000	148 300	<b>123 300</b>
États-Unis	- 30 400	150 000	<b>119 600</b>	- 27 800	57 000	<b>29 200</b>	- 67 700	436 100	<b>368 400</b>	- 62 000	204 200	<b>142 200</b>
Moyenne OCDE	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 43 400	264 300	<b>220 900</b>	- 45 600	126 300	<b>80 700</b>
Moyenne UE22	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	- 40 700	224 900	<b>184 200</b>	- 43 400	134 600	<b>91 200</b>


Remarque : Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées d'un niveau donné de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2014.

Source : OCDE (2018). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-36-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933802475>



Extrait de :  
**Education at a Glance 2018**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/eag-2018-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2018), « Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2018 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2018-11-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).